



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement**

Marseille, le **22 JUIL. 2025**

**Arrêté n° 2025 – 172 MD
portant mise en demeure contre
la société Chantier Naval de Marseille
pour l'exploitation des Formes 8 et 9
à Marseille**

**le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
préfet des Bouches-du-Rhône,
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 31 janvier 2025 portant nomination de monsieur Frédéric POISOT en qualité de secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

Vu l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à monsieur Frédéric POISOT, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral N°2023-287-ENREG en date du 3 novembre 2023 enregistrant les installations chantier de réparation navale exploitées par la société Chantier Naval de Marseille (CNM), et situées au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 19 mai 2025 ;

Vu la transmission contradictoire du 2 juin 2025 ;

Considérant que lors de la visite en date du 2 avril 2025 et de l'examen des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : « *La société CNM a transmis les études technico économiques relatives relative à la possibilité de procéder au captage, au traitement et à la réduction des rejets atmosphériques de COV dans le cadre des opérations de peinture des navires, ainsi qu'à la réduction de l'utilisation des COV les plus nocifs.*

Le contenu de ses études se limite à une présentation rapide des différentes solutions sans réelle analyse technico-économique de l'applicabilité au site des formes 8 et 9, et sans analyse de

l'impact. Les études présentées sont insuffisantes pour répondre aux dispositions de l'article 2.5.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023.

En outre, une des actions mises en œuvre afin de réduire les émissions de COV a conduit à l'augmentation significative des émissions de COV CMR (cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction) alors même qu'un des objectifs poursuivis est la réduction de l'utilisation de ce type de COV » ;

Considérant que ces constats caractérisent un manquement aux dispositions de l'article 2.5.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 3 novembre 2023 ;

Considérant qu'en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement le représentant de l'État doit mettre en demeure l'exploitant de respecter les conditions de fonctionnement de l'installation dans un délai fixé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRETE

Article 1

La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane – Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure, **dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'article 2.5.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 3 novembre 2023 en transmettant les études technico-économiques complètes et mises à jour.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société CNM et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pour une durée minimale de 2 mois.

Article 4 – Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean-François LECA, 13002 Marseille), dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois à compter de la notification ou publication de la décision et d'une demande d'organisation d'une médiation telle que définie à l'article L.213-1 du code de justice administrative.

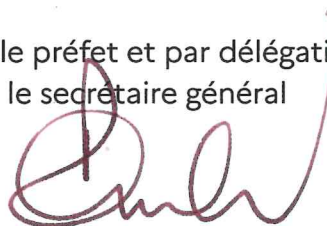
Article 5 – Exécution

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le maire de Marseille,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

et toutes autorités de police et de gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Frédéric POISOT